



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR ET CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

26 NOV. 2010

Unité territoriale

Etablissement concerné :

Société DERET LOGISTIQUE

Modifications des installations.
Déclassement SEVESO.

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

I PRESENTATION DE LA SOCIETE :

La société DERET LOGISTIQUE a développé plusieurs plates formes logistiques dans la région d'ORLEANS, notamment dans la ZAC des Vergers à SARAN (Loiret), plates formes dont elle est propriétaire.

Elle est spécialisée dans :

- la réception des produits finis,
- le stockage au moyen de chariots de manutention,
- la gestion des stocks,
- la préparation des commandes,
- le déstockage et le chargement sur des véhicules de livraison,
- le reconditionnement éventuel avant livraison.

Elle emploie, à ce jour, environ 300 personnes.

La société DERET LOGISTIQUE est appuyée à un groupe plus important qui existe depuis 1947 et exerce également des activités de transport, de levage et de location automobile notamment de poids lourds.

Dans le département du LOIR-ET-CHER la Société DERET LOGISTIQUE a été autorisée, par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.151.6 en date du 31 mai 2006, à exploiter un ensemble d'entrepôts de stockage de produits de grande distribution, cosmétiques et pharmaceutiques (dont des boîtiers générateurs d'aérosols et des liquides inflammables).

Cet ensemble d'entrepôts de stockage situé à l'est de la commune de MER, en bordure de l'autoroute A10 et à proximité de l'échangeur de MER, est implanté sur un terrain de près de 54 hectares (538 740 m²) qui abritera à terme 8 bâtiments représentant 180 800 m² d'emprise au sol.

49 bis rue Laplace
41000 - BLOIS

Tél : 02 54 74 98 80
Fax : 02 54 74 08 09

www.centre.developpement-durable.gouv.fr



Au regard de la quantité maximale de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'être entreposée sous forme de boîtiers générateurs d'aérosols sur le site, celui-ci relève de l'autorisation avec servitudes d'utilité publique (AS au sens de la nomenclature des installations classées), couramment appelé SEVESO.

A noter qu'au travers deux dossiers déposés en préfecture de Loir-et-Cher le 17 avril 2007, puis le 17 octobre 2007, la société DERET LOGISTIQUE a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher plusieurs modifications à son projet.

La première phase de modifications, portant principalement sur le phasage des aménagements, est détaillée dans notre rapport en date du 3 juillet 2007. Elle a recueilli un avis favorable du CODERST le 17 juillet 2007, et a été autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007.221.3 en date du 9 août 2007.

La seconde phase de modifications, portant sur des modifications aux bâtiments B et C pour y accueillir une activité de stockage de pneumatiques (BRIGGESTONE et CONTINENTAL) est détaillée dans notre rapport en date du 13 février 2008. Elle a recueilli un avis favorable du CODERST le 28 février 2008, et a été autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2008.77.6 en date du 17 mars 2008.

Le présent rapport a pour objet de présenter une troisième phase de modifications décidées par la société DERET LOGISTIQUE concernant sa plate-forme de stockage de MER (41). Il présente également une très petite modification apportée au bâtiment F dans lequel une mezzanine de stockage a été installée.

A noter également que la proposition d'arrêté jointe au présent rapport modifie quelques prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2006 pour prendre en compte des constats d'inspection et les réponses obtenues par l'exploitant, ainsi que le déclassement SEVESO. Les principaux ajustements qui ne sont pas présentés dans ce rapport portent sur :

- La position de la vanne d'isolement du site ;
- Le système de désenfumage des cages d'escaliers des bâtiments B et C ;
- La suppression des obligations de mise en place d'une sirène PPI, d'un système de gestion de la sécurité (SGS) et de constitution de garanties financières, du fait du déclassement SEVESO du site.

II SITUATION ADMINISTRATIVE :

Les installations autorisées par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.151.6 en date du 31 mai 2006 modifié sont répertoriées dans le tableau ci-dessous (ce tableau intègre les évolutions de la nomenclature survenues depuis mai 2006) :

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME MAXIMUM D'ACTIVITE	REGIME AS/A/D/DC
1412-1	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t.	5.100 tonnes	AS
1432-2a	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ (et inférieure à 10.000 t de liquides inflammables de catégorie B)	9.950 tonnes (capacité totale équivalente 11.000 m ³)	A
1510-1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300.000 m ³	1.800.000 m ³ tonnage maximal de combustibles 100.000 tonnes	A

1530-1	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des ERP. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1) Supérieure ou égale à 50.000 m ³	250.000 m ³	A
1532 (1)	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieur à 20 000 m ³	250.000 m ³	A
2255-2	Alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs (stockage de) : La quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, susceptible d'être présente est : 2. Supérieure ou égale à 500 m ³ (et inférieure à 50.000 tonnes)	14.000 tonnes	A
2662.1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 1) Supérieur ou égal à 40.000 m ³	150.000 m ³	A
2663-1a	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45.000 m ³	120.000 m ³	A
2663-2a	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80.000 m ³	136.000 m ³	A
2910-A2	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	4 chaudières au gaz naturel Puissance thermique totale 7,6 MW	D C
2925	Accumulateurs (Ateliers de charge d') : La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	150 kW par bâtiment. 1200 kW sur le site	D

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou A (Autorisation) ou D (Déclaration) DC (Déclaration avec contrôle périodique).

(1) : Pour cette rubrique créée par le décret 2010-367 du 13 avril 2010 il est proposé d'accorder à l'exploitant le bénéfice de l'antériorité pour 250 000 m³ avec la condition suivante : pour les produits relevant des rubriques 1530 et 1532, le cumul des volumes admis sur le site ne dépasse pas 250 000 m³.

III CONTEXTE DE LA TROISIEME PHASE DE MODIFICATIONS :

Par un courrier en date du 10 mars 2009, la société DERET LOGISTIQUE a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, une troisième phase de modifications envisagées sur ses installations d'entreposage sise ZAC des Portes de Chambord à Mer (41).

Les modifications précitées portent principalement sur :

- le déclassement SEVESO du site par diminution des quantités de produits dangereux susceptibles d'être stockées, suite à une évolution de la demande des locataires.
- la reconfiguration des bâtiments G et H pour répondre à la demande précise d'un client qui souhaite disposer d'un quai fer permettant d'accueillir un train complet.

III.1 Déclassement SEVESO.

Pour ne plus être visée la Directive SEVESO, que ce soit au titre des établissements « seuil bas » ou « ou seuil haut », la société DERET LOGISTIQUE a proposé une réduction significative des produits dangereux susceptibles d'être stockés sur le site.

Le tableau ci après présente les évolutions proposées :

Rubrique de la nomenclature ICPE.	Quantité autorisée	Classement actuel	Nouvelle quantité sollicitée (1)	Classement résultant des nouvelles quantités
1412 (gaz inflammables liquéfiés).	51.00 tonnes	AS	49 tonnes	DC
1432 (liquides inflammables)	9950 tonnes (11 000 m ³ équivalent première catégorie)	A	2449 tonnes (2700 m ³ équivalent première catégorie)	A
2255 (alcools de bouche)	14 000 m ³ (14 000 tonnes)	A	4950 m ³ (4950 tonnes)	A

(1) les quantités indiquées sont les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site à la condition que la règle d'addition de substances ou de préparations dangereuses telle que précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié donne, pour l'ensemble des rubriques concernées du site (1412, 1432 et 2255) un résultat toujours inférieur à la valeur de 1.

III.2 Reconfiguration des bâtiments G et H

La société DERET LOGISTIQUE souhaite transformer les bâtiments G et H du site occupant respectivement des surfaces de 21 645 m² et 17 670 m² en un bâtiment unique d'environ 58 000 m² divisé en 10 cellules.

La forme générale du bâtiment sera celle d'un « I ».

Les cellules situées dans l'aile est du nouveau bâtiment (cellules H) seront dimensionnées comme suit : largeur = 51 m, longueur = 116,5 m, surface au sol = 5942 m². Les cellules situées dans l'aile ouest (cellules G), auront les dimensions suivantes : largeur = de 45m à 68,5 m, longueur = de 64,5 m à 86 m, surface au sol = de 2903 m² à 5891 m².

La cellule située à l'extrémité de l'aile ouest du bâtiment sera recoupée en deux cellules :

- Une première cellule, notée G5, dédiée au stockage de produits combustibles,
- Une seconde cellule, notée G6, dédiée aux activités de préparation et à des quais de réception.

Un mur coupe feu 4 heures, arasé sous toiture permettra d'isoler la zone de stockage G5 de la zone de préparation G6.

Par rapport au projet initial le bâtiment G a été réduit en longueur, afin d'aménager un quai ferroviaire en prolongement du bâtiment H, ce qui permet d'accueillir des trains « complets ».

La hauteur du nouveau bâtiment sera identique à celle des bâtiments initiaux, soit 12,10 mètres sous bac, et les dispositions constructives initialement prévues pour les bâtiments G et H seront appliquées pour le nouveau bâtiment.

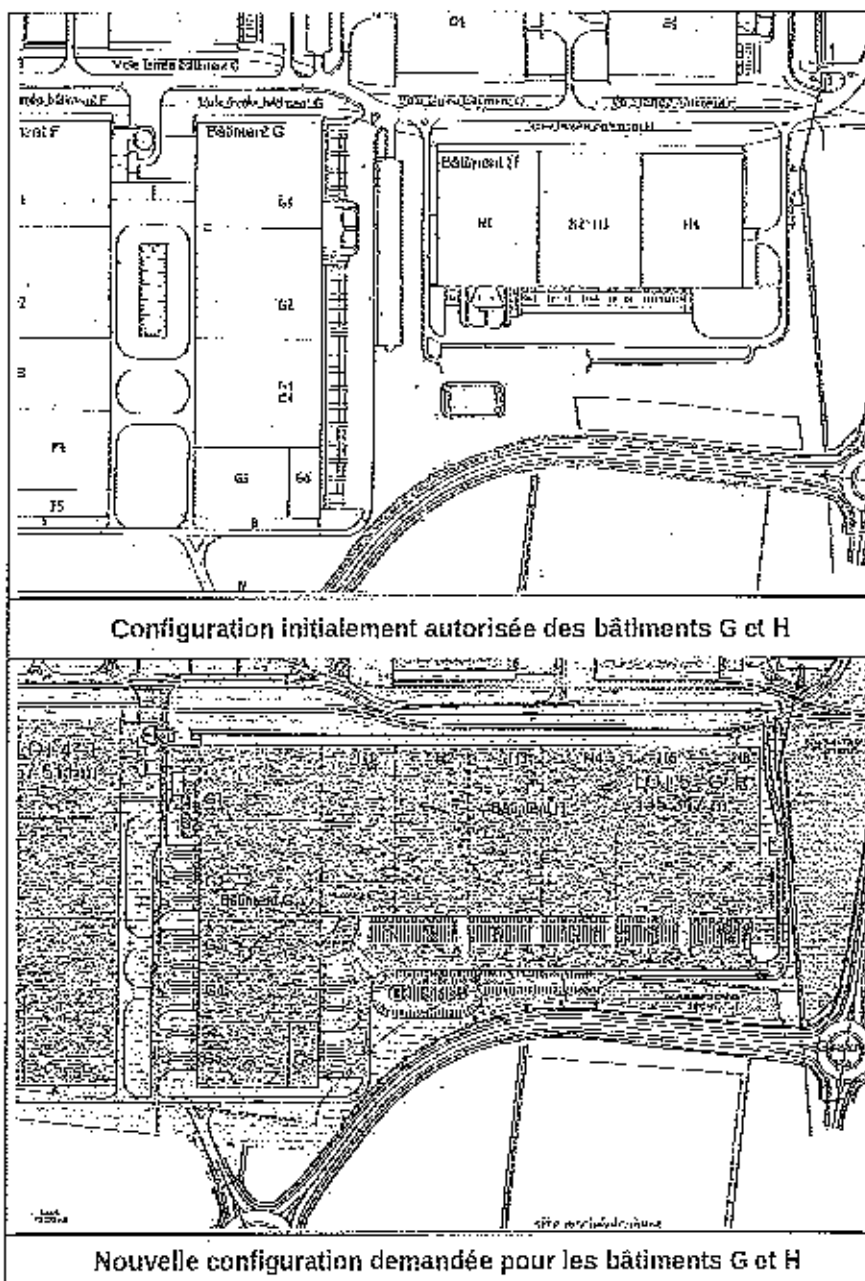
La jonction entre l'aile est et l'aile ouest du nouveau bâtiment (séparation cellules G1, G2 et cellules H1) se fera par un mur coupe feu de degré 4 heures.

La façade sud-ouest du bâtiment G (cellules G5 et G6) sera équipée d'un mur coupe feu de degré 2 heures (REI 120). La façade sud-est de la cellule G6 sera équipée d'un mur coupe feu de degré 2 heures (REI 120).

Un auvent de 300 m² sera créé au niveau du coin sud de la cellule H6.

La cellule H1 sera équipée d'une mezzanine de 1215 m², implantée en partie ouest avec une hauteur sous plancher de 5 m. Cet espace sera utilisé pour la préparation des commandes et le stockage temporaire des produits en attente de livraison (durée de stockage d'environ 24 heures). L'ossature de la mezzanine sera stable au feu de degré 1 heure (R60) et son plancher sera coupe-feu de degré 1 heure (REI 60) et équipé en sous-face d'une installation d'extinction automatique d'incendie.

La configuration initiale et la configuration sollicitée des bâtiments G et H sont illustrées sur les plans masse ci après :



Les bureaux et locaux sociaux seront implantés à l'angle des cellules H1 et G3/G4. Ils occuperont une surface au sol de 360 m² et seront construits sur 2 étages. Les dispositions constructives de ces locaux sont inchangées par rapport au projet initial.

Les locaux de charge et les locaux techniques seront accolés aux cellules G1/G2. Le nouveau bâtiment G/H sera équipé :

- de 2 locaux de charge dont la puissance totale de charge atteindra 600 kW ;
- d'un local chauffé dont la puissance totale sera de 4500 kW ;
- d'un local transformateur haute tension / basse tension ;
- d'un local TGRT (Tableau Général Basse Tension).

La surface de stockage des bâtiments G et H initialement prévus représentait environ 38 340 m². La nouvelle configuration du bâtiment de stockage G/H conduit à porter la surface de stockage de ce bâtiment à 55 700 m², soit une augmentation de la surface de stockage de la plate-forme de 10 %.

Ce volume supplémentaire sera principalement utilisé pour stocker des produits relevant des rubriques 2662 et 2663.

A noter également que le volume libéré par le stockage en quantités inférieures de produits relevant des rubriques 1412, 1432 et 2255 sera majoritairement occupé par des produits relevant des rubriques 2662 et 2663.

Les évolutions prévisibles des quantités stockées pour les produits relevant des rubriques 2662 et 2663 sont présentées dans le tableau ci-dessous, elles sont limitées à 10 % des quantités initialement autorisées :

Rubrique concernée	Situation actuelle autorisée	Situation projetée
2662	150 000 m ³	165 000 m ³
2663.1	120 000 m ³	132 000 m ³
2663.2	136 000 m ³	149 600 m ³

IV. IMPACTS ET DANGERS SUR L'ENVIRONNEMENT LIES AUX MODIFICATIONS SOLLICITEES

IV.1 Impacts sur l'environnement

Le dossier présenté par la société DERET LOGISTIQUE évoque succinctement les impacts du projet sur son environnement. Ils sont considérés dans le dossier comme tout à fait négligeables et éventuellement positifs.

Les impacts examinés sont :

- l'eau : pas de modification de l'usage de l'eau et des rejets ;
- les déchets : pas de modification de la production de déchets ;
- le bruit : pas de modification de la situation ;
- les effets sur la santé : pas de modification puisque les produits stockés ne sont générateurs d'aucune substance ;
- l'air : l'augmentation de la puissance globale de combustion du site n'aura pas d'impact significatif sur les rejets atmosphériques. Le dossier rappelle que dans le cas des chaudières les émissions atmosphériques sont limitées par :
 - un bon réglage et l'entretien régulier des chaudières ;
 - une hauteur de cheminée supérieure à 12 m, permettant de garantir la bonne dispersion des fumées.
- le trafic : la réalisation d'un bâtiment disposant d'un quai fer pouvant accueillir un « train complet » devrait contribuer à favoriser le transport ferroviaire réduisant d'autant le transport par la route.

IV.2 Dangers sur l'environnement

Il n'y a pas de modification de l'environnement du site par rapport aux éléments contenus dans le dossier de demande d'autorisation initiale. L'identification des dangers est inchangée et les moyens de prévention et de protection incendie seront conformes à ceux déjà prévus et prescrits par les différents arrêtés préfectoraux applicables au site (tous refondus dans la proposition d'arrêté préfectoral jointe au présent rapport).

Il faut cependant noter que le nouveau bâtiment sera implanté à 12 m d'une canalisation de transport de gaz qui traverse le site (au lieu des 34 mètres comme initialement prévu).

Concernant cette canalisation la société DERET LOGISTIQUE indique dans son dossier : « Rappelons que cette canalisation enterrée est protégée par une dalle béton permettant d'éviter les risques d'effets domino en cas d'incendie et précisons que GDF a augmenté la profondeur de la canalisation gaz et a procédé à sa dérivation pour répondre à l'implantation des bâtiments et des structures de voiries du projet ».

La demande du 10 mars 2009 présentée par la société DERET LOGISTIQUE contient un courrier de la société GRT gaz du 12 février 2009 qui donne un avis favorable au projet sous réserve du respect de plusieurs conditions : respect de la convention de servitudes attachée à la parcelle, accessibilité à l'ouvrage à garantir en permanence avant et après travaux, protection mécanique de la canalisation à réaliser en cas d'aménagement de voirie ou de parking au-dessus de la canalisation, réalisation de plans types pour tout croisement de l'ouvrage avec une autre canalisation ou un câble, obligation de faire une DICT pour toutes les entreprises chargées de la réalisation des travaux.

L'identification des dangers est inchangée. En effet, l'activité demeure celle de l'entreposage et les produits concernés avaient bien été identifiés dans la demande d'autorisation initiale. La modification permet même une diminution des risques liés aux activités puisque les produits dangereux seront interdits dans le nouveau bâtiment.

Dans ces conditions, après avoir précisé que les équipements utilisés étaient également inchangés, la société DERET LOGISTIQUE indique dans son dossier que les scénarios d'accidents majeurs sont les mêmes et concernent l'incendie d'une cellule d'entreposage qui peut être initié de différentes manières.

L'étude propose ensuite, compte tenu que la modification de la géométrie des cellules, une nouvelle modélisation des effets thermiques (méthodologie développée par le CNPP) pour des cellules contenant 100% de matières plastiques (cas le plus majorant) et 100 % de produits combustibles.

Sont également repris dans le cas d'un incendie, les effets de toxicité et d'opacité des fumées, et de collecte des eaux d'extinction.

IV.2.1 Effets thermiques

Le dossier précise en conclusion de l'ensemble des modélisations effectuées qui portent sur toutes les configurations de cellules, que :

« Les distances atteintes par les flux thermiques de 3 et de 5 kW/m² sont conformes aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation (rubrique 1510).

Le flux thermique de 8 kW/m² (seuil des effets dominos) n'est pas atteint en présence d'un mur coupe feu de 12 m de hauteur.

Dans le cas le plus défavorable (stockage de 100% de matières plastiques), l'enveloppe des effets thermiques reste maintenue à l'intérieur des limites du site ».

IV.2.2 Toxicité et opacité des fumées

Le dossier précise que le projet n'apporte pas de modification quant aux dégagements de fumées en cas d'incendie. Les hypothèses retenues dans le cadre du dossier initial demeurent applicables au projet modificatif.

Les conclusions du dossier initial de demande d'autorisation sur le dégagement des fumées toxiques sont rappelées ci-dessous :

« Compte tenu des hypothèses de calcul prises en compte et des résultats de modélisation, dans le contexte topographique et météorologique du projet de la base DERET à Mcl, le seuil des effets létaux n'est pas atteint ni au sol ni dans des bâtiments occupés par des tiers autour du site, de la même manière que le seuil des effets irréversibles n'est pas atteint, pour une exposition de 60 minutes ».

De même les conclusions sur le dégagement des fumées noires sont reprises :

« Les résultats de la modélisation mettent en évidence qu'une valeur de référence de 200mg/Nm³ n'est pas atteinte au sol et que la concentration maximale serait de 110 mg/Nm³ pour un vent de 20 m/s à 180 m de la source. Cette concentration correspond à une visibilité de 15 m. La visibilité sur l'autoroute sera donc toujours supérieure à cette valeur ».

IV.2.3 Rétention des eaux d'extinction incendie

Les capacités de rétention des locaux stockant des produits combustibles ont été déterminées dans le dossier initial de demande d'autorisation pour des cellules de 6000 m³. Le volume de rétention nécessaire en cas d'incendie est donc inchangé et retenu à 1550 m³. La configuration du nouveau bâtiment G/H garantira ce volume de rétention.

Les stockages de liquides inflammables étant interdits dans le nouveau bâtiment G/H, aucune rétention déportée ne sera réalisée.

V. CREATION D'UNE MEZZANINE DANS LE BATIMENT F

Par courrier en date du 25 février 2009 la société DERET LOGISTIQUE a informé Monsieur le Préfet de la réalisation, non initialement prévue, d'une mezzanine dans le bâtiment F.

La mezzanine qui constitue une passerelle métallique liée au process représente 580 m² de surface, soit 18% de la taille de la cellule (F4) et moins de 2% de la surface du bâtiment.

Les caractéristiques de cette installation sont les suivantes :

- Un seul niveau ;
- Un plancher en caillots ;
- Accès par 2 escaliers permettant en tout point d'atteindre une issue de secours en moins de 50 mètres.

En termes d'exploitation la passerelle servira à stocker des pièces détachées. Au rez-de-chaussée les produits ayant une forte rotation sont mis en rayon, tandis que les anciennes références sont stockées au niveau supérieur. Seules une à deux personnes travailleront sur cette passerelle de process.

Des éléments de description présentés par l'exploitant il apparaît que cette modification reste tout à fait mineure et marginale eu égard à celle exposée ci dessus.

VI. AVIS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Par un courrier en date du 10 juin 2009, le service départemental d'incendie et de secours de Loir-et-Cher a émis des recommandations concernant le bâtiment G/H qui sont reprises dans la proposition d'arrêté jointe.

A noter que les recommandations précitées sont identiques à celles émises le 8 avril 2009 lors de la consultation de ce service sur la demande de permis de construire modificative.

VII. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

La base logistique de MLR exploitée par la société DERET LOGISTIQUE est autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.151.6 en date du 31 mai 2006, modifié une première fois le 9 août 2007, puis une seconde fois le 17 mars 2008.

La plate-forme sur laquelle ne sont actuellement construits et en service que 3 bâtiments, B, C et F, relève pour les quantités de gaz inflammables liquéfiés susceptibles d'y être stockées (5100 tonnes) de la directive SEVESO au titre des établissements « seuil haut ».

Après une première phase de modifications qui a consisté à différer certains aménagements, puis une seconde phase destinée à adapter la configuration des bâtiments B et C pour y permettre l'accueil de pneumatiques à la demande de deux équipementiers (CONTINENTAL et BRIDGESTONE) voulant mutualiser leurs expéditions, la société DERET LOGISTIQUE a porté à la connaissance de monsieur le Préfet de Loir-et-Cher le 10 mars 2009, une troisième phase de modifications portant sur les bâtiments G et H. La création d'une mezzanine dans le bâtiment F présentée ci dessus reste marginale.

Cette troisième phase de modifications est l'objet du présent rapport. Compte tenu de leur description et des éléments d'analyse exposés ci dessus, l'inspection des installations classées considère qu'elles n'entraînent qu'une modification non notable des dangers et inconvénients exposés dans la demande d'autorisation initiale.

Néanmoins, cette modification étant la troisième, l'inspection des installations classées considère que le cumul des modifications constitue une modification notable des éléments de la demande d'autorisation initiale, sans toutefois présenter un caractère substantiel au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement, dans la mesure où elle n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L-211.1 et L-511.1 du code précité.

A noter en particulier, que le déclassé SEVESO du site, résultant directement d'une diminution significative des produits dangereux susceptibles d'y être stockés, est un facteur important de réduction des risques présentés par les installations.

Par conséquent, compte tenu des éléments exposés ci avant, il est proposé à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de réserver une suite favorable à la dernière demande présentée par la société DERET LOGISTIQUE, en la réglementant par le biais de prescriptions complémentaires prises dans les formes de l'article R-512.31 du code de l'environnement.

Il est précisé que les prescriptions complémentaires proposées intègrent également la construction d'une mezzanine dans le bâtiment F, mettent à jour la situation administrative de l'établissement et modifient quelques prescriptions pour prendre en compte les réponses de l'exploitant suites à des constats d'inspection, ainsi que le déclassé SEVESO

Une proposition d'arrêté rédigée en ce sens à soumettre aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, auxquels il est proposé d'émettre un avis favorable est jointe au présent rapport